

www.regards.fr

3€

N°36/OCTOBRE 2012

regards

NOUVELLE
FORMULE
100%
POLITIQUE

**CARTOGRAPHIE
DU FRONT DE
GAUCHE**

**LA DETTE
ENTRETIEN AVEC
DAVID GRAEBER**

**MONNAIES LOCALES
LA PÊCHE CONTRE
LE CAPITALISME**

Les Verts, toujours verts?

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Benoît Borrits, Sophie Courval,
Guillaume Liégar, Roger Martelli, Aline Pénitot,
Emmanuel Riondé, Marion Rousset,
Catherine Tricot, Nathanaël Uhl

Secrétariat de rédaction

Sophie Courval

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité

comptabilite@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

**Directrice de la publication
et gérante**

Clémentine Autain

SOMMAIRE N°36

p.4 Autoportrait

Corinne Morel-Darleux

p.6 Dossier

**Les Verts sont-ils
toujours verts ?**

p.20 Isabelle Lorand

Valls Funèbre

p.22 Utopies concrètes

**Les monnaies locales contre
le capitalisme**

p.26 L'opinion au scalpel

**Cartographie du Front
de gauche**

p.34 Rétro

**Allemagne, les gauches
en débat**

p.40 Sur un plateau

Taubira, leçon de télé

p.46 Le livre politique

**Dette, 5 000 ans d'histoire
Entretien avec David Graeber**

p.54 On signale

p.46 Leïla Chaïbi

La lutte des places

Abonnez
vous
page 58

100 % politique

Regards vous présente, avec ce numéro, une nouvelle formule de son e-mensuel consacré à 100 % à la politique. Nous parlerons du vieux et surtout du neuf, de ce qui ne tourne pas rond comme de ce qui s'invente. Chaque mois, nous tenterons de décrypter l'actualité politique : que se passe-t-il à gauche, plus à gauche encore, mais aussi à droite, et à son extrême ? Notre regard restera engagé, du côté de la gauche critique, mais sans complaisance ni déférence pour cet univers politique. Ce *Regards* fonctionne comme une tête chercheuse rivée sur l'alternative et la novation, tentant de « comprendre le réel pour aller à l'idéal » comme le formulait Jean Jaurès.

Des rendez-vous réguliers donneront une note personnalisée. Le questionnaire de Proust sera chaque mois soumis à une personnalité engagée, en commençant ici par une femme politique du Front de gauche, Corinne Morel-Darleux. Vous retrouverez la chronique d'Isabelle Lorand, chirurgienne et membre de la direction du PCF, et celle de Leila Chaibi, animatrice du collectif de lutte contre la précarité, L'appel et la pioche et secrétaire nationale du Parti de gauche. Dans la rubrique « Sur un plateau », Raymond Macherel décortiquera le passage dans un média audiovisuel d'un ou une politique : pour démarrer, il montre comment Christiane Taubira s'est affirmée en femme d'État dans l'émission « Des paroles et des actes », démontant les pièges tendus pas David Pujadas et son équipe.

Le dossier de ce mois-ci vous emmène au cœur des turpitudes des Verts. Quel avenir pour EELV qui avale couleuvres sur couleuvres au gouvernement ? Les écolos sont face à des tensions et des choix révélateurs de leur identité politique, comme le décrypte Roger Martelli. Catherine Tricot brosse le portrait de la potentielle future secrétaire nationale d'EELV, Emmanuelle Cosse, qui fut rédactrice en chef du magazine *Regards*. Enfin, Guillaume Liégard analyse pour nous les résultats d'une enquête sur le Front de gauche menée par Ipsos. Il y a du pain sur la planche... Bonne dégustation du nouveau e-Regards. ← CLÉMENTINE AUTAIN

AUTO PORTRAIT

Corinne Morel-Darleux

répond à notre questionnaire de Proust



Née le 1er octobre 1973. Rejoint le mouvement Utopia en 2005.



Adhère au Parti de gauche à sa création en novembre 2008.



Élue conseillère régionale Rhône-Alpes en 2010.



Secrétaire nationale à l'écosocialisme du Parti de gauche.



Ma vertu préférée

Cultiver une dose de décalage.

Ce que j'apprécie le plus chez mes ami-e-s

Une bienveillance absolue et la capacité à être là instantanément, en trois mots et sans poser de question.

Mon principal défaut

Mon obstination parfois à refuser d'admettre qu'on ne réagit pas tous de la même manière et d'accepter les déceptions qui en découlent fatalement.

Mon occupation préférée

Un bain de rivière l'été avec des amis et leurs gamins. Me plonger l'hiver dans un roman au coin du feu, mes clopes et un verre de cognac à portée de main.

Mon rêve de bonheur

Une solitude partagée dans une vallée fertile aux saisons marquées.

Ce que je voudrais être

Celle que je serai dans dix ans, avec vingt ans de moins.

Le pays où je désirerais vivre

Un pays où je pourrais me téléporter, instantanément et à volonté.

Ma couleur préférée

Un blanc à la fois mat et éblouissant de clarté.

La fleur que j'aime

Celle que je trouve délicatement posée devant mon ordinateur un matin de juillet.

Mes auteurs favoris en prose

Joseph Kessel, Marguerite Duras, Jack London.

Mes héros dans la fiction

Des hommes doux et décidés.

Mes héroïnes favorites dans la fiction

Des femmes tendres et fières.

Mes héros dans la vie réelle

Des hommes de fiction

Mes héroïnes de l'histoire

Emma Goldman, anarchiste et féministe flamboyante, amoureuse fragile et blessée, qui nourrit son engagement politique de sa propre réalité.

Ce que je déteste par-dessus tout

La médiocrité qui se satisfait d'elle-même. La malveillance couplée de lâcheté, les crasses non assumées, la malhonnêteté intellectuelle.

Personnages historiques que je méprise le plus

Le choix est compliqué... Les vulgaires, les inélégants et les mesquins. Tous ceux dont la vie fut guidée par l'exploitation et la soumission.

La réforme que j'estime le plus

L'abolition de l'esclavage.

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

Celles commises par passion.

Ma devise

« Smile. Your enemies hate it » Non, plus sérieusement, ce n'est pas d'une originalité foudroyante, mais « allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté ». Je n'ai jamais trouvé mieux.

Mon état d'esprit actuel

Combatif.



DOSSIER

Les Verts, toujours verts ?

Depuis quelque temps, l'actualité des verts a des allures de mauvais vaudeville. Entre les portes qui claquent, les départs impromptus et l'arrivée de nouveaux personnages sur le devant de la scène, on perd un peu le fil de l'histoire. Et l'on redoute un dénouement calqué sur le spectacle donné outre-Rhin par les écolos allemands.



LES VERTS CONCENTRÉ DE CONTRADICTIONS

À nouveau dans la tourmente, le parti écolo peine à trouver son cap. Parcours de bord à bord par de nombreuses contradictions, il devra néanmoins définir sa feuille de route dans les mois à venir.

Pascal Durand quitte la tête d'EELV, tandis que les deux ministres verts s'incrument au gouvernement... Eva Joly se rapproche du Front de gauche, quand Yannick Jadot pense que la question d'une alliance à la gauche de la gauche ne se pose même pas... Noël Mamère juge que la conférence sur l'environnement est une opération d'enfumage, tandis que les principaux responsables du mouvement y voient un signe de son influence... La mouvance écologiste tangué, une fois de plus. En fait, elle se trouve au

croisement inconfortable de plusieurs dilemmes plus ou moins anciens.

TROIS DILEMMES

Le premier est récurrent depuis que les Verts ont choisi, à l'automne 1993, de s'arrimer à la gauche. La gauche, on le sait, est historiquement polarisée entre le désir de radicalité critique (la tradition « révolutionnaire ») et le souci d'agir au mieux à l'intérieur du système existant (la pente plus modérée du « réformisme »). À l'intérieur de sociétés qui articulent capitalisme et productivisme, l'écologie politique est quasi naturellement tirée vers un anticapitalisme qui la porte du

côté de la gauche de gauche. Mais elle est retenue, dans ce mouvement, par le constat que l'anticapitalisme historique a été lui-même dominé par des cultures scientifiques et productivistes. En outre, le mouvement écologiste se nourrit d'une expérience associative multiforme qui conjugue volontiers la radicalité critique, parfois intransigeante, et le souci de réalisations immédiates, sans attendre l'hypothétique « rupture » de système. Selon les sensibilités et selon les moments, l'écologie politique française est ainsi tiraillée entre le parti pris radical, qui la pousse loin à gauche, et un pragmatisme qui, à l'image des Grünen allemands, l'attire du côté d'une insertion politique institutionnelle (la méthode Duflot), voire d'un réformisme assumé (à l'image de la culture dite « libérale-libertaire » de Cohn-Bendit).

Le second dilemme porte sur la structure même du mouvement. À dire vrai, il n'est pas propre aux seuls écologistes. Le parti des Verts, créé en 1984, s'ancre dans la foulée des mouvements antiautoritaires post-soixante-huit. Il naît de la critique radicale de la forme-parti, récemment rappelée par Daniel Cohn-Bendit (*Pour supprimer les partis politiques!? Réflexions d'un apatride sans parti*, Indigène Éditions, 2013). La création des Verts avait souligné le désir de mixer les tenants d'une formation politique solide (le « parti écologiste ») et les partisans d'une structure davantage respectueuse des spécificités régionales (la confédération écologiste).

L'écologie politique française est tiraillée entre le parti pris radical, qui la pousse loin à gauche et un pragmatisme politique institutionnel.

La nouvelle structure apparue officiellement en novembre 2010 (Europe Écologie-Les Verts) voulait fusionner la logique du parti (les Verts) et celle de la « coopérative » (les militants écologistes en dehors des Verts). Manifestement, la nouvelle organisation politique se heurte à la difficulté classique, que le mouvement ouvrier affronta en son temps. La structuration réticulaire et horizontale de souche libertaire fonctionne dans la « société civile », mais peine à s'imposer quand l'organisation s'insère dans le jeu vertical des institutions et du pouvoir d'État. Dès la création du nouveau parti, la démission de

Jean-Paul Besset (une des têtes d'affiche des européennes de 2009) soulignait la difficulté en gestation. Le mouvement « différent » a du mal à être autre chose qu'un « parti comme les autres »... quand ce n'est pire. Manifestement, l'élan de 2010-2011 est retombé. Au moment de la consultation sur les candidatures à l'élection présidentielle, à l'été 2011, EELV revendiquait environ 17 000 « coopérateurs » et 15 000 « adhérents ». Certains suggèrent que le chiffre a été réduit de moitié depuis. En tout état de cause, l'organisation elle-même s'est affaiblie.

Enfin, le troisième dilemme continue de porter sur la place de l'écologie elle-même dans la visibilité du projet écologiste. En s'inscrivant dans le champ partisan et, plus encore, en décidant de s'ancrer à gauche, les écologistes ont élargi leur champ d'intervention pour devenir une formation politique « généraliste ». Par ailleurs, la montée des préoccupations écologiques (cristallisées notamment sur la question du nucléaire et sur le réchauffement climatique) a fait de l'écologie un bien commun dans toute la société. Il n'est pas aujourd'hui de formation politique, à droite comme à gauche, qui n'inclue l'écologie au cœur de son projet officiel. Il y a donc, pour une part, banalisation du thème fondateur. À cela s'ajoute, depuis 2008, le poids d'une crise systémique qui redonne à la question économique-sociale une place centrale dans les préoccupations individuelles et les

politiques publiques. C'est si vrai que, dans le cas allemand, les Grünen n'ont pas hésité à enfourcher vigoureusement le cheval de l'économique et du social. Or les déboires des Verts allemands sont interprétés par certains (Nicolas Hulot en reprend le thème en France) comme le signe que les écologistes ne gagnent rien à négliger leur « fonds de commerce », sur un « marché » politique si concurrentiel.

DES CHOIX STRATÉGIQUES EN PERSPECTIVE

D'une manière ou d'une autre, les écologistes devront définir une orientation claire dans les mois à venir. Au-delà des choix de personnes, ce sont de redoutables questions stratégiques qui les attendent désormais.

Les Verts disposent d'un matelas d'élus non négligeables qui amorce un processus de professionnalisation de l'organisation : 17 députés, 12 sénateurs, 16 députés européens, 263 conseillers régionaux, 54 conseillers généraux et 60 maires. Si l'on y ajoute la nébuleuse de collaborateurs rattachés aux élus, on notera que les enjeux d'appareil commencent à peser fortement sur le dispositif politique général des Verts. Il n'en reste pas moins qu'ils constituent électoralement le plus volatile des partis politiques français, leurs scores allant de 1,6 % (Dominique Voynet à la présidentielle de 2007) à 16,3 % (élections européennes de 2009). Incontestablement leur base d'influence s'est gauchie,

33 % des électeurs d'EELV se classant même à la gauche de la gauche. En général plus jeunes et diplômés, ceux qui se tournent à l'occasion vers l'écologie sont avant tout des urbains, dans de grandes agglomérations ou à leur périphérie. La géographie du vote le plus dense (européennes et régionales) les situe plutôt dans des régions attractives, où le développement durable et la question sociale semblent coïncider de la façon la plus évidente (Rhône-Alpes, Alsace, Ile-de-France, Bretagne, Midi-Pyrénées). Une tentation écologiste forte dans des élections réputées marginales par rapport aux enjeux institutionnels nationaux, mais une faible perception de l'utilité nationale des Verts... En bref, l'écologie politique en France dispose d'électeurs intermittents... mais pas encore d'un électorat.


Dès lors trois scénarios types pourraient se dessiner chez les écologistes dans la prochaine période.

Le premier pousserait les écologistes à cultiver leur cœur de cible, sans s'enfermer trop étroitement dans la polarité française de la gauche et de la droite. La démarche (que défendent à leur manière Nicolas Hulot ou Yves Cochet) tendrait alors à pousser jusqu'au bout l'idée que le « paradigme écologique » est en train de prendre la place du « paradigme social » que les théoriciens premiers de l'écologie accolaient au mouvement ouvrier historique. Auquel cas, les Verts ne se détourneraient pas véritablement du « social » traditionnel, mais

En général plus jeunes et diplômés, ceux qui se tournent à l'occasion vers l'écologie sont avant tout des urbains.

s'efforceraient de montrer qu'il est désormais conditionné par la satisfaction des équilibres environnementaux. Ce projet aurait l'avantage d'accentuer la spécificité et l'innovation du projet écologiste et pourrait contribuer à consolider son ancrage dans des générations jeunes et instruites. Dans l'immédiat, il fait courir le risque d'une reproduction de la dichotomie entre élections présu- mées stratégiques (où la préoccupation écologique est faible) et élections dérivées (où les questions de sociétés prennent une place plus centrale). À court terme, le choix pourrait englu- er les Verts dans une relative marginalité.

Le second scénario partirait lui aussi du profil actuel présenté par le vote



écologiste plus dense des européennes et des régionales. Jeune, diplômé, urbain : c'est, géographiquement et socialement, l'image de la « seconde gauche » des années 1970. L'écologie politique pourrait alors ambitionner de fonctionner comme une relève modernisée d'une social-démocratie hégémonique, mais essoufflée. Au fond, ce possible semblait déjà se dessiner au début des années 1990, dans la première phase d'enracinement écologiste, quand le socialisme mitterrandien était dans l'impasse. Les écolos ont alors raté le coche ; pourquoi ne reprendraient-ils pas ce flambeau ? Dans cette optique, la propédeutique de la participation au pouvoir deviendrait un levier pour installer peu à peu l'image de la responsabilité, fort peu compatible avec les représentations classiques, folkloriques et franchement alternatives des seventies. Là encore, la perspective ne manque pas de réalisme : certains sondages suggèrent que les sympathisants d'EELV sont plus favorables à la participation gouvernementale actuelle que les militants eux-mêmes. Le choix se heurte toutefois à une tradition culturelle plus portée à la rupture et à l'affirmation « antisystème ». En outre, rien ne garantit que les Verts se montreront plus compétitifs que les socialistes en image de respectabilité et d'utilité (l'expérience des Grünen de Joschka Fischer n'est pas en ce sens convaincante). Au total, la stratégie de l'accompagnement

institutionnel risque d'enfermer les Verts dans une situation inconfortable de subordonnés du parti dominant (ce que le PC a expérimenté à ses dépens entre 1997 et 2002).

Le troisième scénario (d'ores et déjà formulé par des responsables comme Eva Joly, Sergio Coronado ou Jérôme Gleizes) encouragerait les Verts à assumer le parti pris de l'alternative, qui correspond à leur culture initiale. Auquel cas, l'écologie politique pourrait continuer de travailler sa spécificité générationnelle et sociologique. Mais elle l'insérerait dans un projet de recomposition du peuple moderne, autour d'un nouveau projet intégré de développement humain et durable, recomposant les sphères jusqu'alors plus ou moins dissociées de l'économique, du social, du politique, de l'environnemental et de l'éthique. Dans cette optique, l'écologie politique ne prendrait de sens que comme une composante, à part égale, d'une convergence critique et prospective où ne s'imposerait aucune force hégémonique interne, ancienne ou nouvelle, partisane ou « mouvementiste », sociale ou sociétale.

Ce troisième scénario, dans l'espace politique encore incertain de l'alternative, relève lui aussi d'un pari. Il n'est pas plus hasardeux que les précédents. Sans doute a-t-il l'avantage d'être le plus fidèle à des valeurs humaines fondamentales de l'écologie politique.

● ROGER MARTELLI

ROUGES ET VERTS, UNE UTOPIE?

**Un rapprochement entre le Front de gauche et EELV est-il possible?
Petit tour d'horizon des convergences et des évolutions à tenir.**

La convergence du Front de gauche et des Verts, dans une nouvelle configuration à gauche, est un possible, souhaité par les uns, redouté par les autres. D'ores et déjà, elle se réalise dans des luttes emblématiques, contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou contre l'hyperdépendance à l'égard du nucléaire. La commune critique de la V^e République, rappelée il y a peu par Eva Joly, constitue un autre terrain d'entente important. La phobie du sécuritaire qui, en France comme en Grande-Bretagne, constitue un pivot des ajustements sociaux-

libéraux est une troisième passerelle solide. Sur bien des dossiers cruciaux, les militants écologistes sont d'ores et déjà plus proches du Front que de l'allié socialiste. De plus, la sociologie électorale du vote présidentiel en faveur de Jean-Luc Mélenchon montre que le Front de gauche attire de façon non négligeable, au cœur des métropoles, des éléments appartenant aux couches urbaines de formation initiale élevée qui sont par ailleurs une cible du vote écologiste européen ou régional. Ne vaut-il pas mieux, dès lors, cultiver la connivence plutôt que la concurrence ?

L'hypothèse du rapprochement n'a donc rien d'utopique. L'expérience



concrète des Verts, y compris au gouvernement, tout comme les changements culturels d'ores et déjà amorcés dans l'espace de la gauche d'alternative, contribuent à dissiper dès aujourd'hui plus d'un malentendu ou plus d'un désaccord ancien. Aller plus loin suppose toutefois de nouvelles évolutions, dont une part au moins renvoie au Front de gauche lui-même. Si l'on veut surmonter jusqu'au bout des préventions héritées de l'histoire du siècle passé, il pourrait être intéressant, du côté du Front, de travailler plus avant quelques questions. Il reste ainsi,

de-ci de-là, des bribes de scientisme (sinon de productivisme) qui contredisent le pessimisme lucide au cœur de l'idée écologiste. De même, la persistance de conceptions républicaines encore trop marquées par les propensions étatistes d'hier heurte une tradition moins centraliste par fondation. Enfin, une attention plus grande au sens de la vie, qui est au cœur des critiques contemporaines de la croissance, effacerait un peu plus l'image d'une gauche de gauche trop consumériste et écologiquement gaspilleuse.


● R.M.

EMMANUELLE COSSE, PORTRAIT D'UNE ASCENSION

Ancienne rédactrice en chef de *Regards*, Emmanuelle Cosse sera très probablement la future secrétaire nationale d'Europe Écologie-Les Verts. Le départ précipité et pas tout à fait volontaire de Pascal Durand, l'actuel secrétaire national, accélère le mouvement. Emmanuelle Cosse a de nombreux atouts pour briguer et emporter ce poste. Portrait.

Son engagement est fermement à gauche. Tenante du « non » au référendum de 2005, cette proche de Cécile Dufлот pourrait faire la synthèse dans une maison verte qui hésite beaucoup. Emmanuelle Cosse a rejoint récemment EELV mais son passé militant associatif, à Act-Up puis aux côtés du Gisti où elle met sa formation de juriste au service des sans-papiers, lui ouvre les portes d'un parti qui valorise l'engagement associatif et cherche la présence d'acteurs de la société civile. Dès 2008, où elle soutient les Verts lors des municipales à Paris. Un bout de chemin qui n'a pas été suivi de grande assiduité. Au point qu'Emma

hésite en 2009 à entrer sur une éventuelle liste Patrick Braouezec aux régionales. Pas de liste Braouezec. Pas d'Emma au Front de gauche : elle ne fait pas partie du sérail Front de gauche et n'entre pas dans les radars. Elle rejoint la liste écolo, seule à lui proposer un engagement politique. Dans la foulée, elle franchit le pas de l'adhésion avec le passage des Verts à EELV. Emma est une femme de sa génération : la gauche à gauche, c'est oui ; explorer sans fin les différences entre toutes ses composantes, c'est pour elle sans grand intérêt. Elle va où elle pense qu'elle peut agir. Éluë vice-présidente de la région Ile-de-France, elle prend en charge le logement. Ça lui va comme un gant. Elle



Emmanuelle Cosse obtient ce qu'elle veut. Mais quand elle est quelque part, c'est à fond.

aime les questions concrètes et faire avancer les dossiers.

Cela ne lui pose aucun problème de passer de *Têtu* à *Regards*. De *Regards* aux Verts. Sa colonne vertébrale est moins écolo ou sociale que morale. Elle campe sur des valeurs qui sont au cœur de ses engagements. Son relatif désintérêt pour les débats de la politique instituée la conduit à négliger des questions qu'elle va pourtant

devoir traiter. Exemple : être ou ne pas être au gouvernement ? Qu'en pense-t-elle vraiment ? En vérité, je crois qu'elle s'en fout un peu. Duflot peut trouver ça pratique dans un moment de grandes incertitudes stratégiques.

Évidemment, elle ne devient pas présidente d'Act-Up, vice-présidente de région, secrétaire nationale d'EELV sans qualités personnelles, sans le vouloir et sans aimer le pouvoir. Elle obtient ce qu'elle veut. Mais quand elle est quelque part, c'est à fond. À Act-Up, où je l'ai rencontrée, elle avait la fermeté des activistes de l'urgence. À *Regards*, elle partageait l'esprit d'auto-organisation qui conduit la « rédac chef » à réécrire les articles, vérifier une facture puis animer une réunion de rédaction.

Des articles de presse font état d'un certain autoritarisme d'Emmanuelle Cosse. Nous ne l'avons jamais vue ainsi au journal. Au fond, Emma est de la couleur du milieu où elle se trouve. Elle y déploie une énergie exceptionnelle pour le faire fonctionner. Ne lui demandez pas aussi de le changer. Alors, le problème c'est peut-être plus la vie interne des Verts que la psychologie d'Emma Cosse.

● CATHERINE TRICOT

LES VERTS ALLEMANDS DÉCEPTION ET VILAINE TENTATION

Outre-Rhin, le parcours des Grünen, les Verts allemands, est riche d'enseignements sur les effets pervers d'un trop-plein de compromis.

En obtenant 8,4 % des voix contre 10,7 % en 2009, les Grünen font partie des grands perdants des élections allemandes. Pourtant, il y a encore un an, portés par un « effet Fukushima », ils étaient crédités de près de 20 % selon différents sondages.


Plusieurs éléments peuvent être avancés pour expliquer cette chute sévère. Paradoxalement, le choix d'Angela Merkel en mai 2011 de sortir du nucléaire d'ici 2022 a beaucoup pesé. Car si cette décision doit beaucoup aux combats menés par les Verts, elle les prive aujourd'hui de leur principal cheval de bataille. Deuxième aspect, une campagne et un programme qui auraient été trop à gauche, notamment en matière fiscale, c'est du moins l'explication donnée au sein même des Grünen par le courant dit des « réalos ». Il semble

même que sur un million de voix perdues par rapport à 2009, 400 000 se sont portées sur la CDU¹.

Le simple fait qu'un tel transfert soit possible, en dit long sur l'évolution politique et sociologique de ce parti². Historiquement très marqués à gauche et fer de lance des luttes pacifistes au début des années 1980, les Verts allemands ont beaucoup changé. La participation de l'Allemagne à la guerre du Kosovo, alors que le Vert Joschka Fischer était ministre des Affaires étrangères a marqué une rupture nette. Dans les programmes du parti, l'OTAN, longtemps honni, a désormais le statut d'instrument clef pour le désarmement. Mais la mutation politique s'accompagne d'un changement sociologique

1 [Le Monde](#)

2 Pour une étude plus complète, Joachim Jachnow, « What's become of the german greens », *New Left Review* 81



tout aussi profond. Par exemple, en 1987, 60 % de l'électorat vert (8,3 % au Bundestag cette année-là) avait moins de 35 ans ; en 2009, 60 % avait plus de 40 ans.

Avec un électorat aisé et vieillissant et une organisation bien installée dans tous les rouages institutionnels allemands, il ne restait qu'à aborder la question du retournement d'alliance pour achever le processus. C'est désormais chose faite.

Car le débat qui traverse aujourd'hui la direction des Verts est celui d'une éventuelle participation au gouvernement d'Angela Merkel. Au printemps 2013, un sondage indiquait que 54 % de l'électorat vert souhaitait une telle alliance, dans le même temps 64 % de celui de la CDU plébiscitait un accord Noir/Vert. Au mois d'avril, Daniel Cohn-Bendit qui bénéficie en France d'une réputation injustifiée d'homme de gauche déclarait dans le journal *Bild*³ qu'une alliance CDU/Verts était une « option réaliste ».

Pour l'instant, rien n'est fait, et la CDU préférerait un accord avec le SPD dans le cadre d'une « grande coalition ». Mais si les socialistes allemands refusent d'entrer au gouvernement, l'hypothèse d'un accord avec les Grünen représente un plan « B » tout à fait recevable pour Angela Merkel

● GUILLAUME LIÉGARD

3 *Bild* du 25 avril 2013

Crédités de près de 20 % dans les sondages l'an passé, les Grünen font partie des grands perdants des élections allemandes de 2013.



Isabelle Lorand

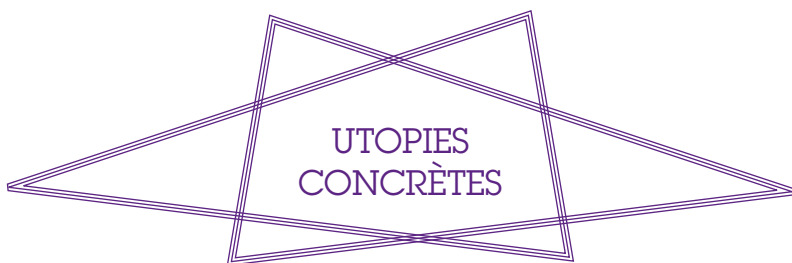
Valls funèbre

Ces populations [les Roms] ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres, et qui sont évidemment en confrontation. »

Ainsi, le sinistre locataire de la place Beauvau considère les Roms par ce qu'ils sont, plutôt que par ce qu'ils font. Et là, point n'est besoin de tergiverser, c'est de la xénophobie pure et simple. En bon populiste, il ne recule devant aucun prêt-à-penser. À défaut de statistiques, le ministre de l'Intérieur qualifie « d'évidence », le lien entre délinquance et Roms. C'est sûr qu'à moins de 20 000 dont la moitié sont des enfants, les Roms posent un problème majeur de délinquance pour la France. Et comme si ça ne suffisait pas, voilà que dans une tribune du *JDD*¹, seize élus socialistes (dont quinze mecs!) confortent ce qui n'a plus rien d'un dérapage. Les autochtones souffriraient d'habiter à côté des bidonvilles insalubres. 20 000 sur 66 millions de citoyens, autant dire que 99 % de « riverains » n'a pas le début d'un Rom pour voisin. Bref, du grand n'importe quoi. Non, du grand cynisme. Les Roms, le peuple... Valls il s'en fout. Lui, il vise juste l'Élysée. Alors, il répète des idées majoritaires. Mais si surfer sur le corpus

fantasmatique des fachos faisait reculer les fachos, ça se saurait. Quand les esprits se lepénisent, les bulletins aussi. « *Pas d'autre solution que... [les] reconduire à la frontière* », nous dit Valls. Pourtant, les sordides expulsions sont également inefficaces. Même Guéant n'a pas réussi. Bien sûr, ces migrants de la misère et de la ratonnade reviennent. Alors – si la gauche n'engage pas la politique pour accueillir ces réfugiés dignement – quelle sera l'étape suivante pour s'en « débarrasser » ? Misons que l'évocation de l'extermination nazie par le député-maire de Chollet ne soit pas le début d'une nouvelle grande catastrophe. Tout ça pue vraiment. Trop de ressemblance avec la stigmatisation des juifs dans les années 1930. Parfois, c'est dur d'être minoritaire. Mais l'honneur des politiques, c'est le combat des idées. Pas celui des carrières. Heureusement, l'Histoire retient ceux qui choisissent le bon côté de la force. Ouf. ●

1 « Roms : les amis de Valls organisent la défense », *JDD*, 29 septembre 2013



Les monnaies locales contre le capitalisme

**Le développement des monnaies
complémentaires constitue autant
de réponses locales au désordre global.
Ces alternatives concrètes luttent
contre la spéculation qui est au cœur
du capitalisme.**

Alors que la Commission et la Banque centrale européennes s'arc-boutent sur la politique de l'euro fort, la monnaie redevient un enjeu politique. Au-delà des débats sur la sortie, ou non, de la monnaie unique européenne, des expériences concrètes éclosent un peu partout en Europe et en France pour instaurer des alternatives : monnaies complémentaires ou locales. Mardi 1^{er} octobre, c'est celle de Montreuil (Seine-Saint-Denis), la Pêche, qui a été lancée à l'hôtel de ville.

Portée par l'association Montreuil en transition, soutenue par la municipalité EELV, la Pêche entrera en circulation dès le mois de novembre. Une trentaine de commerçants ont déjà annoncé leur entrée dans le réseau. Pour mieux comprendre de quoi il s'agit, l'association Montreuil en transition a posé les enjeux : « *La monnaie locale est une solution locale pour répondre au désordre global : crise économique, crise écologique, crise politique. La monnaie locale est un*

outil de transformation sociétale qui permet d'encourager l'économie réelle et locale ; de réduire notre empreinte écologique ; de combattre la spéculation et les paradis fiscaux. » Florence Fréry, maire adjointe au Développement économique et à l'Emploi de Montreuil, enfonce le clou pour expliquer l'engagement de la municipalité dans le dispositif : « *La question de la relocalisation de l'économie fait évidemment partie de nos principes, de nos ambitions.* »

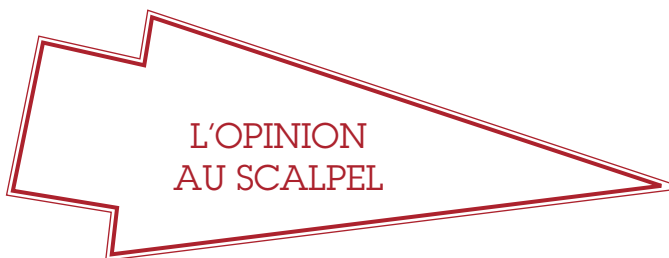
Cette volonté de faire des monnaies locales un outil politique pour changer le réel à proximité de soi marque la trentaine d'expériences existantes ou en cours de création en France. Pour autant, l'aspect économique n'est pas en reste. Et même les commerçants s'en félicitent. Fabrice Domingo, gérant de la librairie Terra Nova à Toulouse, l'admet même si c'est la dimension militante qui l'a décidé à s'engager : « *Il y a des clients qui découvrent notre existence par notre appartenance au réseau.* » L'expérience la plus connue, le chimgaueur en Bavière, génère 6 000 000 euros de

chiffre d'affaires, pour 650 magasins partenaires et 3 000 membres.

Mais il ne s'agit là que d'une monnaie complémentaire, c'est-à-dire qu'elle ne vient pas en concurrence de l'euro. Nicolas Leblanc, rédacteur en chef de la revue *Territoires*, précise : *« Elles viennent combler certains manques du système monétaire officiel. Les monnaies officielles peuvent être capitalisées, prêtées avec un taux d'intérêt, et ainsi échapper à l'économie locale : produites par le travail local, elles peuvent facilement s'envoler vers des placements plus ou moins lointains et ne quasiment pas circuler dans l'économie réelle, d'où un système monétaire qui tend vers une "rareté" problématique de la monnaie. »*

Finalement, sans le dire, les monnaies complémentaires renouent avec l'utopie de l'économie distributive mise en mots par Jacques Duboin dès 1935 dans son journal *La Grande relève*. Il promouvait une monnaie de consommation correspondant à l'activité économique et ne permettant aucune spéculation. ● NATHANAËL UHL

**À Montreuil,
la Pêche,
monnaie locale,
entrera
en circulation
dès le mois
de novembre.**



Une cartographie du Front de gauche

**En septembre dernier, l'IFOP publiait
une étude intitulée « 2009-2013: Le
Front de gauche à l'épreuve des urnes ».
Décryptage.**

L'IFOP a réalisé au mois de septembre une intéressante étude intitulée, 2009-2013 : Le Front de gauche à l'épreuve des urnes¹. Reprenant pas à pas les différentes échéances électorales depuis 2009 et fournissant des cartes de la géographie électorale canton par canton, une telle étude est évidemment précieuse par la qualité et l'ampleur des données qu'elle fournit. Plus, en croisant la réalité du Front de gauche (FG) avec des données plus anciennes comme ceux de Robert Hue à la présidentielle de 1995, elle apporte une certaine profondeur qui doit permettre de guider la réflexion sur la réalité et l'avenir du Front de gauche.

UN ENRACINEMENT QUI N'INVERSE PAS LA CRISE HISTORIQUE DU PCF

Les années 2009 à 2012 ont toutes été des années électorales. Il est d'usage de ne comparer que les élections de même nature car les dynamiques sont évidemment différentes entre une élection locale ou nationale, un scrutin majoritaire ou proportionnel. Mais la jeunesse du Front de gauche interdit un tel recul. Il est toutefois possible de constater, tout au long de ces années, un enracinement progressif du Front de gauche : 6,4 % aux européennes de 2009, 6,9 % aux régionales de 2010 puis 8,9 % aux cantonales de 2011 et enfin 11,1 % à

Tout au long des années, on constate un enracinement progressif du Front de gauche.

l'élection présidentielle. Cette progression n'est pas linéaire à l'échelle du territoire. Elle est d'abord le fruit d'un développement dans des zones où le PCF était faiblement implanté avec des progressions parfois spectaculaires. En revanche, l'érosion se poursuit dans les places fortes comme l'indique le tableau ci-contre.

Les zones de forces du FG correspondent souvent à des espaces qui sont ou furent des bastions du vote PCF. À plusieurs reprises, l'étude insiste sur ce fait, et le constat est impavable, les chiffres incontestables et les graphiques éclairants. Pourtant qu'y a-t-il de bien extraordinaire à constater

1 www.ifop.com

**Évolution du score du Front de gauche
au premier tour des cantonales par rapport
aux résultats du PC en 2004: la progression
se fait uniquement dans les terres de mission**

Strates de cantons en fonction du score du PC en 2004	Score moyen du PC en 2004	Score moyen du Front de gauche en 2011	Évolution
Supérieur à 30 %	40,2 %	40,1 %	- 0,1
De 20 à 30 %	24,6 %	24 %	- 0,6
De 10 à 20 %	14,2 %	12,5 %	- 1,7
De 5 à 10 %	6,7 %	8,3 %	+ 1,6
Moins de 5 %	3,4 %	5,4 %	+ 2

L'effondrement du vote pour le candidat socialiste n'a pas été compensé par une poussée en faveur du candidat FG.

que dans les communes où le PCF est fort, le candidat du Front de gauche fait un meilleur résultat que la moyenne nationale ? C'est en réalité normal et quelle conclusion avancer sinon la tautologie que là où le FG est fort le vote FG est fort ?

Le croisement Hue 1995 (8,6 %), Mélenchon 2012 (11,1 %) apparaît en revanche fécond. « *Le Front de gauche est aujourd'hui en dessous des niveaux qu'avaient atteints Robert Hue en 1995 dans quasiment toutes les zones de force du PC et il progresse en revanche, parfois de manière significative, dans des terres où l'influence communiste était faible.* » Ce fait traduit qu'une

dynamique même forte du Front de gauche n'est pas de nature à enrayer la crise historique du PCF. Celle-ci inscrite tout à la fois dans des coordonnées internationales et nationales à des raisons autrement profondes. Elle s'est d'ailleurs manifestée une nouvelle fois au moment des législatives avec la perte de près de la moitié du groupe parlementaire.

Pour affiner l'analyse, des croisements Mélenchon avec les candidatures cumulées de Laguiller et Besancenot en 2002, ou plus récemment avec les candidatures de la gauche radicale dans son ensemble en 2007, auraient été tout aussi utiles. Ils auraient permis d'apprécier si la candidature Mélenchon a mordu, ou non, sur toutes les radicalités de ces dernières années.

2013 UN FRONT DE GAUCHE QUI NE CAPITALISE PAS

La dernière partie de l'étude constate que le Front de gauche ne capitalise pas le mécontentement vis-à-vis de la politique gouvernementale. Partielles après partielles, l'effondrement du vote pour le candidat socialiste n'a pas été compensé par une poussée en faveur du candidat FG. Le tableau ci-dessous montre ainsi la stabilité des résultats aux législatives à des niveaux inférieurs à ceux de la présidentielle. Cette incapacité du Front de gauche à polariser, même partiellement, est une source d'inquiétude quand les scores du FN s'envolent. Mais la conclusion de l'étude mérite pourtant discussion : « *On notera également que*

Les résultats électoraux des candidats du Front de gauche de la présidentielle de 2012 aux législatives partielles de 2012

	Élection présidentielle Avril 2012	Élections législatives Juin 2012	Élections législatives partielles Décembre 2012
1 ^{ère} circonscription du Val-de-Marne	10,89	8,36	8,79
6 ^e circonscription de l'Hérault	11,08	6,26	4,48
13 ^e circonscription des Hauts-de- Seine	10,33	5,91	6,93
2 ^e circonscription de l'Oise	9,04	5,25	6,64
3 ^e circonscription du Lot-et-Garonne	11,48	4,50	5,08

76 % des sympathisants socialistes estiment que Jean-Luc Mélenchon "s'oppose trop au gouvernement" et que seulement 25 % pensent qu'il a des solutions pour sortir le pays de la crise. Ces chiffres montrent des marges de progression, certes réelles, mais néanmoins limitées dans l'électorat socialiste tant que le Front de gauche ne proposera pas d'offre programmatique pouvant apparaître comme une alternative de gauche crédible à la politique menée par François Hollande. »

Aujourd'hui, le Front de gauche n'apparaît pas comme le moteur d'une alternative crédible, c'est l'évidence même. Dans ces conditions, il convient d'interroger et le fond et la forme de sa politique pour comprendre les éléments de blocage et tenter d'y remédier. Mais la conclusion laisse aussi entendre que le principal problème du Front de gauche serait d'avoir une faible marge de progression au sein de l'électorat socialiste. Et ce pour une raison bien simple, c'est que Jean-Luc Mélenchon s'opposerait trop au gouvernement. Au regard des raclées prises par le Parti socialiste, dimanches après dimanches, de la cote de popularité de l'exécutif, il n'est quand même pas bien certain que les Français soient plus indulgents que Mélenchon sur la politique gouvernementale.

D'autant que l'étude de l'IFOP indique elle-même dans sa quatrième partie que « *François Hollande a très rapidement perdu le soutien de l'électorat du Front de gauche* ». L'enjeu ne serait-il pas

L'enjeu ne serait-il pas de capter à gauche et sur des bases progressistes le mécontentement vis-à-vis du gouvernement ?

d'abord de capter à gauche et sur des bases progressistes le mécontentement vis-à-vis du gouvernement ?

Recomposer à l'intérieur de la gauche ou polariser tout à la fois, une partie de l'électorat socialiste et les déçus de la gauche, les deux approches coexistent au sein du Front de gauche. *Regards* s'est d'ailleurs fait l'écho cet été d'un débat sur la pérennité et la fonctionnalité de l'Union de la gauche². De toute évidence, et indépendamment des données électorales existantes, cette étude a aussi un avis assez tranché sur la question.

● GUILLAUME LIÉGARD

2 Débat sur regards.fr « Faut-il en finir avec l'Union de la gauche ? » ; Dossier dans le trimestriel de l'été « Union de la gauche, Stop ou encore ? »



Allemagne, les gauches en débat

Françoise Diehlmann vivait en Allemagne au moment de la chute du mur; elle y était encore lors des récentes élections générales.

Aujourd'hui conseillère régionale EELV en Ile-de-France, elle a gardé avec ce pays de nombreuses relations politiques.

Elle expose la situation très incertaine de l'ensemble de la gauche allemande au lendemain d'un scrutin marqué par le succès (41,5 %) d'Angela Merkel.



u lendemain du scrutin du 22 septembre 2013, ce qui occupe l'Allemagne c'est la création d'une coalition en vue de la constitution de son gouvernement. La constitution allemande stipule que le nouveau gouvernement doit être formé au plus tard 30 jours après l'élection. Mais le Président de la République peut demander à l'ancien gouvernement de rester en place pour expédier les affaires courantes, jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement soit nommé. Aucune date limite n'est fixée.

Merkel fait un très bon résultat mais rate d'une poignée de députés (7) la majorité absolue à la chambre, la CDU-CSU restant le seul parti de droite présent au Bundestag. Les alliés libéraux sont éliminés faute d'avoir atteint les 5 %, subissant une déculottée en passant de 14,6 % à 4,8 %. De même que le tout jeune parti anti-européen qui rate d'un cheveu son entrée au parlement.

Symétriquement, le total SPD+Grünen+Die Linke est majoritaire au Bundestag. Sur le papier, il y a donc trois possibilités : une alliance CDU+Grünen, une alliance CDU+SPD (la grande coalition) et une

coalition rouge-rouge-verte ou SPD-Linke-Grün. Vue de France, la troisième hypothèse semble la plus crédible. On verra qu'il n'en est rien.

Le SPD : faire ou ne pas faire la grande coalition ?

En réunissant 25,7 % des voix, le SPD fait un score historiquement bas. Certes, il regagne trois points sur son résultat précédent, mais il perd l'élection. Ce gain est obtenu au terme d'un mandat dans la crise pour Merkel qui s'est traduit pour tous les autres gouvernements européens par une défaite des sortants. Retourneront-ils au pouvoir avec la CDU comme ils l'avaient fait entre 2005 et 2009 ? C'était l'objet de la convention du parti qui s'est réunie cinq jours après le scrutin.

Cette convention réunissait 250 délégués venus de tous les Länder. À l'ouverture, un sondage indiquait que 65 % des 470 000 adhérents du SPD sont opposés à une nouvelle participation gouvernementale sous la houlette de Merkel. Cependant, la convention a donné son accord pour que s'ouvre une concertation avec la CDU. C'est sans surprise : il faut savoir que la culture politique allemande place l'intérêt national au-dessus des intérêts politiques « partisans ». Il est très difficile au SPD de créer de son propre chef une situation de blocage¹. Donc ils ont accepté la première concertation qui a eu lieu

1. 72 % des Allemands se disent en faveur d'une grande coalition

en présence d'Angela Merkel. Le SPD a renoncé à exiger l'augmentation des impôts pour les hauts revenus, la CDU n'en voulant pas. Il maintient trois autres exigences: l'introduction d'un salaire minimum, la réforme du marché du travail permettant l'obtention d'un travail de qualité avec un salaire équitable et mettre les moyens dans l'éducation.

La convention a décidé, sur proposition de Sigmar Gabriel, le président du SPD, de faire voter les 470 000 militants sur le résultat des négociations, à la veille du Congrès qui se tiendra du 14 au 16 novembre. Reste à savoir si les négociations seront terminées, certains prétendant qu'elles pourraient durer jusqu'en janvier 2014.

Le souvenir cuisant de la première coalition reste dans tous les esprits. En 2005, le SPD rentre au gouvernement fort de 34 % des voix. Il perd 11 % en quatre ans et enregistre son plus bas résultat en 2009.

Si le choix final du SPD est incertain, c'est que beaucoup n'ont pas envie d'une grande coalition avec Merkel. Et le disent ouvertement. Le ton vient surtout de Hannelore Kraft, la ministre-président du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie comprenant le bassin de la Ruhr également présidente du SPD de ce Land le plus important d'Allemagne. Comme 90 % des dirigeants SPD de son Land, elle a affirmé son opposition à la grande coalition affirmant « *qu'il n'y a donc aucune honte à aller dans l'opposition* ». Ce point

Si le choix final du SPD est incertain, c'est que beaucoup n'ont pas envie d'une grande coalition avec Merkel.

de vue est partagé massivement dans les Länder du Rhénanie Palatinat et du Bade Württemberg. Hannelore Kraft s'affirme comme le nouveau visage de l'opposition à Merkel.

Même si Sigmar Gabriel n'a pas dit son dernier mot, beaucoup réclament un changement de génération à la tête du SPD. Cette direction a plutôt donné l'image d'une équipe masculine, vieillissante qui n'a surtout pas attiré de nouveaux électeurs.

Donc tout est à repenser au sein du SPD, car par son histoire de plus vieux parti d'Europe et par la place qu'il occupe en Allemagne, il n'a pas le droit de descendre en dessous des 30 %. Et comme le dit Gregor Gysi, leader charismatique de Die Linke, en participant à une grande coalition, une tempête interne au sein du SPD ne tardera pas et le vent se lèvera très vite.

Les Grünen: s'allier à la CDU?

Les Grünen sont sonnés par leur résultat. Ils reculent finalement modestement (-2,6 %) par rapport à 2009. Mais leur résultat est lu à l'aune des élections intermédiaires et des sondages qui les créditaient plutôt de 24 % des suffrages en 2011. Être sous la barre des 9 %, derrière Die Linke, est vécu comme une défaite cinglante.

Elle provoque des discussions de plusieurs ordres au sein des Grünen.

Un débat porte sur la place d'un parti écologiste en Allemagne alors même que Merkel a amorcé la sortie du nucléaire. On dira que cette interrogation est plus française qu'allemande: les bons résultats des Grünen se sont poursuivis après la décision de sortie du nucléaire. Le nucléaire n'est plus vraiment un thème de campagne de l'autre côté du Rhin. Mais l'augmentation du coût de l'énergie leur a été imputée, alors même qu'ils ne sont pas au gouvernement.

La stratégie de campagne fait l'objet de critique: elle n'a pas gagné de nouveaux électeurs, et a même rebuté beaucoup de leur électorat traditionnel. Au lieu de parler d'environnement, de l'Europe, de l'éducation, ce qui fait leur force et leur originalité, ils ont parlé de réforme fiscale, thème déjà occupé par le SPD et par Die Linke.

Je retiens pour ma part que les Grünen ont été les plus influents lorsqu'ils ont été moteurs dans la mobilisation en 2011 contre un projet pharaonique autour de la gare de Stuttgart. Ils

Pour le moment, le SPD refuse toute coalition avec Die Linke à l'échelon national et ce, près d'un quart de siècle après la chute du mur de Berlin.

parvenaient à allier les thèmes environnementaux, sociaux et démocratiques. Ils étaient alors crédités de 24 %. C'est à cette époque qu'ils ont remporté une de leur plus belle victoire en gagnant la direction du Land, le plus riche d'Allemagne, dirigé par la CDU depuis la création de la RFA en 1949.

Le débat interne après les élections se traduit par des tensions entre les réalos et les fundi. La direction du parti et la présidence du groupe au Bundestag ont remis leur mandat. Une nouvelle direction sera élue lors d'un congrès des Grünen qui se tiendra les 18 et 20 octobre. C'est dans ce contexte qu'une

concertation s'ouvrira le 10 octobre entre la CDU et les Grünen à laquelle participeront Angela Merkel et une délégation de la direction des Grünen à laquelle s'ajoutera le ministre-président du Land de Bad Württemberg, Winfried Kretschmann, un « realo » très CDU compatible.

Les Grünen considèrent qu'il est nécessaire de rencontrer l'ensemble des partis démocratiques, y compris Die Linke et ce, pour la première fois. Aux yeux de Joschka Fischer, ces élections ont fait sauter tous les tabous. Pour lui, en 2017 une coalition CDU-Grün comme une coalition SPD-Linke-Grün feront partie des possibilités.

Die Linke, l'espoir d'une alliance des gauches

Die Linke est certes le parti de gauche qui a le plus perdu depuis les dernières élections en 2009, à savoir -3,3 %. Pourtant, il apparaît comme un des gagnants de cette élection. En effet, après des conflits internes, il était descendu à 5 % en 2011. Oskar Lafontaine et son courant s'étaient prononcés pour la sortie de l'Euro et contre toute participation gouvernementale, à l'inverse de Gregor Gysi et d'une grande partie de Die Linke.

Aujourd'hui, c'est principalement grâce à Gregor Gysi, figure populaire et médiatique du parti, que Die Linke a pu obtenir 8,6 %. Gysi savoure cette victoire et insiste sur le changement intervenu depuis 1990 : qui aurait pu

croire alors que ce parti deviendrait la troisième force politique d'Allemagne ? Gysi pousse le SPD dans ses retranchements en se disant prêt à ouvrir des négociations pour une participation gouvernementale sur la base de trois revendications :

plus de justice sociale dans le programme du SPD. Die Linke apparaît comme le parti de la justice sociale ; égalité des retraites entre l'Est et l'Ouest ; pas d'intervention de la Bundeswehr (l'armée allemande) à l'étranger.

Tout ceci est simple et très lisible pour les Allemands.

Sur les deux premiers points, des rapprochements sont possibles entre les deux partis. Sur le dernier point, des voix se font entendre au sein de Die Linke pour des interventions humanitaires au sein de l'ONU par exemple.

Pour le moment, le SPD refuse toute coalition avec Die Linke à l'échelon national et ce, près d'un quart de siècle après la chute du mur de Berlin. Gregor Gysi, lui, sait que nous sommes bien au XXI^e siècle et compte tirer politiquement les dividendes de cette victoire avec les coprésidents du parti Bernd Riexinger et Katja Kipping. Ils tracent leur route, occupent le terrain et créent une inquiétude au SPD : s'il y a une grande coalition, Die Linke, avec le trio Gysi-Riexinger-Kipping, incarnera l'opposition à Merkel et placera ce parti en position de force pour les élections de 2017.

● PROPOS RECUEILLIS PAR


CATHERINE TRICOT, LE 7 OCTOBRE 2013



Par Raymond Macherel

Taubira leçon de télé

**Invitée de l'émission « Des Paroles
et des Actes », Christiane Taubira
a su déjouer les pièges de David Pujadas
et de ses sbires.**



David Pujadas, le journaliste vedette de France 2, voyait venir avec délectation la tête de Christiane Taubira sur son plateau. La garde des Sceaux s'est montrée intraitable. Pas seulement séductrice, passionnée, pugnace, ou lyrique comme le personnage qu'elle s'est construit nous apparaît depuis quelques mois. In-trai-ta-ble. Et cela signe le niveau de sa performance d'un soir. Depuis le combat qu'elle a mené pour l'ouverture du mariage aux couples de même sexe contre une droite réactionnaire et homophobe, les grandes chaînes ont décidé de la porter au-devant de la scène. Car Christiane Taubira fait le travail, alimente la joute au gouvernement entre la « gauche responsable » et la « droite complexée ». Elle nourrit les épisodes d'un Hollande saison 1 au scénario bien austère.

Taubira, personne ne l'appelle Christiane. Elle est une femme d'État respectée, sur la liste des premiers ministres. Elle impressionne parce que

le relief de sa posture et de son verbe souligne le ténar pouvoir des gestionnaires. La caractérisation de son personnage – cette case que le concert des médias vous assigne lorsque vous accédez au premier plan – fonctionne à plein : il y aurait de la « lionne » dans son moteur, tout le monde s'entend pour le répéter, une « lionne » qui sait mordre sans montrer des dents, une « lionne » dont les coups de griffes savent alterner avec les sourires. À la tribune de l'Assemblée, elle parle avec son cœur, avec son corps, loin des marionnettes qui nous gouvernent. Taubira rayonne. Tiendrait-on notre « Birgit Nyborg » à la française ? Son positionnement politique de centre-gauche n'est pas si éloigné de celui de la Première ministre danoise qui crève l'écran dans la série *Borgen*. Taubira se défendra chez Pujadas : « *J'incarne ? J'incarne ? Je ne me regarde pas le matin en me demandant ce que j'incarne !* » Elle sait pourtant que nous sommes dans un « moment Taubira » et qu'elle incarne la gauche offensive, les pieds en République et la tête solide sur ses valeurs. Même si, devant Pujadas, on n'entendra pas la

L'émission est un parcours du combattant propre à essorer les plus endurcis.

ministre critiquer la ligne de Valls et de ceux qui se nourrissent comme le FN du feu aux poudres. Ni d'ailleurs de ceux qui se tortillent devant les financiers.

UNE MACHINE DE COMBAT

Dans la bouche de Pujadas, « Des Paroles et des Actes » (DPDA) ne serait qu'une simple émission d'information destinée à éclairer son public sur des enjeux choisis dans l'actualité politique. Un exercice d'éducation populaire et démocratique... Or comme tout épisode du « Journal de 20 heures », DPDA est d'abord une œuvre de fiction qui met en scène la réalité et les enjeux politiques du moment. Mais une fiction qui ne dit jamais son nom et présente son plateau du tournage comme un cadre transparent, sans idéologie ni intention. Or la place des caméras, les zooms, le niveau du son, la lumière, le décor, le public, les inserts, le montage des plans... chaque centimètre carré de ce qui nous est donné à entendre et à voir a été réfléchi pour produire un certain spectacle et servir une représentation déterminée du monde politique. Le dispositif de DPDA est d'ailleurs sans précédent

dans les annales des émissions politiques à la télévision, un véritable parcours du combattant propre à essorer les plus endurcis : sans précédent par sa longueur – car il faut avoir les nerfs solides pour tenir les 2h30 de direct sans coupure – et sans précédent par le rythme effréné de ses séquences. Inébranlablement juché sur son tabouret, tantôt mâchoire serrée, tantôt sourire, Pujadas décoche par salves ses journalistes faussement naïfs et sa panoplie d'éditorialistes effrontés.

TAUBIRA : 1, PUJADAS : 0

La stratégie Taubira fut efficace, regard planté dans les yeux de ses interlocuteurs, très concentrée, choisissant de ne rien laisser passer. En intellectuelle aiguisée, elle n'aura de cesse de pointer le manque de rigueur des journalistes. À Nathalie Saint-Cricq qui encaisse mal, elle lance : « *Vous passez votre temps, d'ailleurs ce que M. Pujadas a fait au début aussi, à dire "On dit que...", on dit que..., on dit que..." Commencez par dire qui dit, et comment !* » Autre stratégie : dénoncer en les explicitant les pièges qui lui sont tendus. Après

« La justice se rend dans les prétoires M. Pujadas ! » Christiane Taubira

57 minutes d'émission, Pujadas lance à l'assaut du pic d'audience et de la garde des Sceaux « *une nouveauté [...] un cas concret [...] pour une meilleure pédagogie* » : le témoignage anonyme et en direct de la mère d'une jeune femme dans le coma, agressée par un multirécidiviste. Face au visage de la ministre en gros plan, l'image en silhouette d'un visage de profil dont la douleur est censée s'opposer au texte de loi insensible. Pujadas remercie le courage de cette femme « *qui a souhaité témoigner* ». Le dispositif apparaît dans ce qu'il a de plus obscène, l'instrumentalisation non assumée de l'émotion d'une victime pour bousculer l'invitée. Christiane Taubira refuse d'engager le dialogue : « *Face aux victimes, je fais silence, je m'incline* », répète-t-elle d'un ton grave. Puis dénonce le procédé : « *Par décence ni vous ni moi ne traitons de ce cas [...] la justice se rend dans les prétoires M. Pujadas [...] demander à Madame de répondre à des questions, c'est sans doute ajouter à sa peine.* » « *C'est trop facile !* », lâche la mère de famille dont le micro est opportunément resté ouvert... Plus tard, Taubira se gaussera du « quizz » de Jeff Wittenberg, refusant de répondre personnellement sur la PMA et la légalisation du cannabis. Passons

sur Estrosi, pulvérisé lors du « duel » – « *Il fut un temps où vous faisiez un peu l'effort de réfléchir* » – et ramené au niveau de propos de « *personnes qui sont au coin d'un bar* ». Au moment de la séquence finale, face aux « examinateurs » Giesbert et Fressoz qui la trouvent « *bête de télé* » mais « *langue de bois* », elle réplique à chaque approximation, à chaque caricature, ne les jugeant ni sincères ni à la hauteur... de sa responsabilité de femme d'État.

RIDIPLAYMOBILISÉS

Pujadas avait mis la barre assez haut dans son intro apéritive face caméra : « *Idolâtrée ou détestée, est-elle guidée par le courage et la hauteur de vue ou est-elle laxiste et sectaire ?* » On peut reprocher à Christiane Taubira une propension à marteler des phrases sans fin et, surtout, d'être restée évasive sur la « ligne » politique de son ami Manuel Valls (« *L'amitié ça compte vous savez...* »). Mais elle a tenu la distance et avait toute sa tête ce soir-là pour ne pas la laisser rouler dans la toile du dispositif. À la fin, au terme d'un épisode de qualité à l'héroïne solide, Pujadas et ses petits camarades se sont retrouvés bien Playmobil.

● RAYMOND MACHEREL



Entretien avec David Graeber

Dette, 5 000 ans d'histoire



La crise économique et financière a renforcé le dogme néolibéral de l'austérité. Indépendamment de leur couleur politique, les gouvernements européens comme nord-américains considèrent que réduire l'endettement public est leur tâche prioritaire – et qu'il n'est possible de le faire qu'en réduisant la dépense publique. De son côté, la dette privée (dette des ménages, dette médicale, dette étudiante) doit être remboursée à tout prix, et au plus vite. Sinon, les débiteurs risquent l'expulsion de leur logement, la saisie de leurs biens matériels, quand ils ne finissent tout simplement pas en prison. L'endettement est ainsi construit comme un fardeau, qui hypothèque notre futur individuel et collectif. Renoncer à l'austérité et à la répression reviendrait à renoncer à toute perspective de sortie de crise.

C'est là l'un des grands mérites de l'ouvrage passionnant de l'anthropologue David Graeber : montrer comment la dette est à l'origine d'un système de domination qui, en transformant des victimes (les débiteurs) en coupables sommés de rembourser ce qu'ils doivent, permet au pouvoir de se maintenir.

Il pose ainsi les bases d'une revendication politique majeure, alternative


radicale aux politiques d'austérité : l'annulation de la dette, qu'elle soit publique ou privée.

REGARDS. Votre livre fait le récit de la dette, de ses relations avec la monnaie, de la manière dont elle permet au pouvoir de se maintenir. Il décrit la manière dont s'opèrent les renversements moraux qui permettent de transformer des victimes en coupables, tout en montrant comment ces renversements s'appuient sur la force, notamment de l'armée, pour se traduire concrètement en actes. Mais vous faites également l'histoire des annulations et des effacements de dette. Pouvez-vous revenir sur les exemples historiques les plus marquants ?

DAVID GRAEBER. L'un des principaux arguments de mon livre, c'est de montrer comment alternent, dans l'histoire eurasienne, des périodes dominées par la monnaie virtuelle de crédit et d'autre part le lingot.

Bien sûr, à chaque période, la monnaie est les deux à la fois : la monnaie physique existe toujours sous une forme ou une autre, il en va de même pour le crédit.

Mais leur importance respective change au fil du temps. Au départ, la monnaie



virtuelle de crédit est la forme dominante. L'invention des pièces de monnaie représente un basculement important vers la monnaie physique, avant un retour, au Moyen-Âge, des systèmes de crédit. Le mouvement s'inverse autour de 1450, qui marque un retour de l'or et de l'argent, jusqu'en 1971.

Au cours des périodes dominées par la monnaie virtuelle de crédit, la monnaie est considérée comme étant une relation sociale, plutôt que comme un objet physique.

Elle représente une série de promesses réciproques. Cela a deux conséquences. En premier lieu, il y a dans ce système de crédit un danger majeur à ce que les choses deviennent incontrôlables, et que les personnes qui créent le crédit finissent par réduire les autres à l'état de péons.

La grande crise sociale de l'Antiquité s'est précisément jouée sur la peur que les gens perdent leurs terres, leurs champs, leurs troupeaux, et qu'ils finissent par devoir vendre comme esclaves leurs fils et leurs filles, voire par se vendre eux-mêmes. Pour éviter que ça ne se produise, il fallait inventer certains mécanismes. Et le fait que

la monnaie soit à l'époque considérée comme une relation sociale avant d'être un objet physique rendait les choses plus faciles à faire.

La Mésopotamie antique en est le premier exemple. Lorsqu'il apparaissait clair qu'on allait perdre définitivement le contrôle du système, les dettes étaient tout simplement annulées. Généralement, la dette commerciale, qui était comptabilisée par l'argent, était maintenue, mais la dette des consommateurs, comptabilisée en grain, était annulée. Les péons étaient autorisés à rentrer chez eux. D'ailleurs, le premier mot de l'histoire humaine qui signifie « liberté » est un terme sumérien, « amargi », qui veut littéralement dire « retour chez sa mère » : c'était le terme qu'on employait pour dire qu'on était libéré de la dette.

Ces annulations ont été systématisées dans un cycle régulier de sept ans de jubilé. Il y a bien sûr des controverses pour savoir quelle était l'importance précise de ses annulations de dette, mais ce que nous savons avec certitude, c'est qu'elles avaient véritablement lieu.

Au Moyen-Âge, il y a eu d'autres approches : l'interdiction du péonage lié à la dette, déclaré hors-la-loi, au moins

« À travers l'histoire, il y a toujours eu des formes d'annulation de la dette »

dans la chrétienté et dans l'Islam. On a longtemps pensé que ces interdictions n'étaient jamais vraiment mises en œuvre, mais on a désormais les preuves du contraire. En Chine, il y avait à l'inverse toujours des annulations périodiques de la dette.

Ce que je veux dire, c'est qu'il y a, à travers l'histoire, toujours eu des formes d'annulation de la dette, qu'il s'agisse d'effacer périodiquement les registres de dette, ou bien d'interdire l'asservissement lié à la dette.

REGARDS. Mais la situation change dans la période récente : la dette privée, qui a explosé, n'est pas annulée.

DAVID GRAEBER. En 1971, après la décision de Nixon de l'inconvertibilité du dollar en or, nous sommes brusquement entrés dans une nouvelle période de monnaie virtuelle.


Elle aurait normalement dû s'accompagner de la création de larges institutions qui protègent les débiteurs des crédettes. Mais il s'est passé exactement l'inverse. Le FMI, l'OMC, les institutions de Bretton Woods, les multinationales de la finance comme Goldmansachs,

etc. ont fini par constituer la première bureaucratie mondiale – à laquelle on peut inclure les ONG mondiales, qui en sont en quelque sorte le bras gauche.

Il s'agit de la première bureaucratie administrative à l'échelle de la planète qui agit pour protéger les crédettes contre les débiteurs. Pour le FMI, par exemple, personne ne doit jamais être en défaut de remboursement d'un prêt. C'est un principe absurde, un non-sens économique.

Il se passe donc l'inverse de ce à quoi on devait historiquement s'attendre. Ce qui suit est donc assez prévisible : nous traversons une série de crises massives de la dette, qui se succèdent les unes aux autres à partir de ce que nous avons appelé la crise de la dette du Tiers-monde.

REGARDS. L'annulation de la dette est-elle une garantie que les richesses seront également réparties ? S'accompagne-t-elle systématiquement de plus de démocratie, de plus de liberté ? Les exemples récents d'annulation en font douter : dans le sillage des révolutions de 2011, l'Arabie Saoudite, et, plus récemment, les



Émirats arabes unis ou encore le Bahreïn, ont mis en œuvre des politiques d'annulation de la dette, indirectement (via des prêts à taux zéro massifs) ou indirectement. Est-ce que ça ne représente pas un contre-exemple à ce que vous prônez ?

DAVID GRAEBER. Je suis tout à fait d'accord avec ça : l'abolition de la dette seule n'est pas une réponse satisfaisante. En revanche, c'est un élément indispensable à une réponse satisfaisante. D'ailleurs, si vous regardez ce qui s'est passé à travers l'histoire, vous pouvez constater que les annulations de dette étaient instituées par les autorités pour éviter les actions révolutionnaires, empêcher un changement social plus profond, etc.

Quand je suggère qu'on annule la dette aujourd'hui, je ne propose pas ça comme solution à nos problèmes, mais plutôt comme une manière de libérer l'espace conceptuel. Ce que je veux dire par là, c'est que notre mentalité reste marquée par l'époque de

l'équivalent-or, que nous restons convaincus que l'argent est une chose. La crise de 2008 nous a montré à quel point tout cela n'était plus valable. Bien sûr, quand les riches doivent de l'argent, ils peuvent faire disparaître des milliards de dollars d'un coup de baguette magique. Ça n'est d'ailleurs pas nouveau – quand ce sont les riches qui doivent de l'argent aux pauvres, la dette a toujours été négociable, alors qu'elle est ferme lorsque ce sont les pauvres qui doivent aux riches.

La raison pour laquelle je propose un jubilé, c'est pour marquer le coup, pour que nous réalisions que l'argent est essentiellement une relation sociale et non une chose ou un objet, qu'il s'agit d'une promesse que nous nous faisons les uns aux autres. Si la démocratie doit signifier quelque chose, je crois que c'est précisément cela : que chacun ait son mot à dire sur ces promesses que nous nous faisons, et puisse notamment décider lesquelles d'entre elles peuvent être renégociées si les circonstances changent.

« Nous devons réaliser que l'argent est une relation sociale et non une chose ou un objet »

REGARDS. Dans un article paru dans la revue d'Occupy Wall Street, *Tidal*, vous expliquez d'ailleurs que l'enjeu n'est pas tant de discuter pour savoir si une telle annulation aura lieu, mais de penser ce qui la suivra. Pouvez-vous en dire plus ?

DAVID GRAEBER. La question de savoir s'il y aura une annulation de la dette n'en est pour moi pas une. Si vous discutez avec les membres honnêtes de la classe dirigeante, ils disent tous que la dette sera annulée, qu'il n'y a aucun moyen de l'éviter.

Ce dont nous devons parler, c'est de la manière dont elle se fera, de la forme qu'elle prendra. Est-ce qu'elle sera instituée par en haut, comme un moyen de préserver autant que possible les inégalités sociales et les relations sociales telles qu'elles existent, ou bien s'agira-t-il d'une annulation par le bas, d'un outil pour transformer radicalement les relations sociales existantes.

Je suis très attaché au fait qu'Occupy Wall Street n'ait pas formulé de

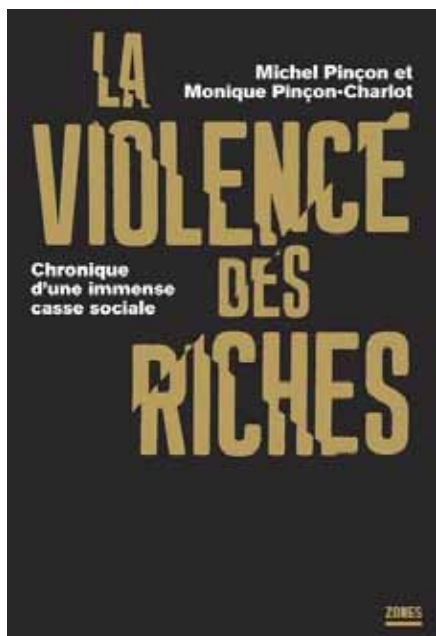
revendications. Mais c'est pour ça que je dis, dans cet article, que si je devais en formuler une, ce serait l'annulation générale de la dette, combinée à un mouvement de réduction du temps de travail vers 20 ou 15 heures hebdomadaires. C'est d'ailleurs le meilleur moyen de résoudre ensemble, au moins temporairement, la crise environnementale et la crise sociale. C'est de ce genre de jubilé dont je parle.

Il s'agit de la transcription partielle d'un débat organisé par Attac France, *Mediapart* et la revue *Mouvements* à la Maison de la Poésie de Paris, le 30 septembre 2013, à l'occasion de la parution de l'ouvrage de David Graeber.

● **TRANSCRIPTION PAR NICOLAS HAERINGER.**

Dettes, 5000 ans d'histoire, de David Graeber, éd. Les Liens qui libèrent

ON SIGNALA



ANTIDOTE

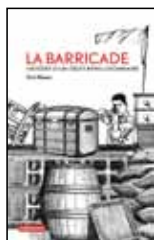
Dans *Les Ghettos du Gotha* et *Le Président des riches*, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot décrivaient déjà une élite qui n'a de cesse de faire-valoir ses intérêts personnels au nom de l'intérêt général. Leur dernier livre met l'accent sur l'exercice d'une violence qui se perpétue de Nicolas Sarkozy à François Hollande, dans « *la douceur respectable d'une république apaisée* ». Si l'apparente sérénité de l'un tranche avec la « *fougue gesticulante* » de l'autre, tous deux participent dans le fond d'un monde où se conjuguent casse sociale et délinquance en col blanc. C'est un fait, les paradis fiscaux, la corruption, le détournement d'argent public ne sauraient exister sans la complicité des élus. « *Les socialistes sont venus au secours du propriétaire de la plus grande fortune de France, Bernard Arnault, lorsque celui-ci, à travers le groupe LVMH, a été mis en difficulté dans la construction de son musée d'art contemporain, rappellent les auteurs. Le lobbying mis en œuvre a abouti à un "cavalier législatif" [...] six lignes, votées à 22 h 30, le mardi 15 février 2011, par*

30 députés UMP et PS ont permis au chantier de reprendre. » C'est ainsi que la Ville de Paris a renoncé à des rentrées d'argent, en concédant au géant du luxe la gestion du terrain d'Acclimatation.

La spéculation a eu beau causer des dégâts dans les Ardennes par exemple, une région ouvrière aujourd'hui dévastée, jamais les responsables ne sont inquiétés. « *La violence des oligarques peut se déployer dans une machine de guerre sociale et économique qui avance masquée, mais qui est acceptée par les dominés croyant que les experts des plateaux de télévision sont vraiment à la recherche de solutions pour sortir des emplois précaires et du chômage.* » Les plus riches se sont construits une image de surhommes, si bien que la domination s'est infiltrée dans les têtes, faisant passer pour un fait naturel ce qui procède en réalité d'un arsenal efficace. « *L'oligarchie doit rester maître du jeu des lois, c'est pourquoi*

elle veille scrupuleusement à ce que les professions juridiques et notamment les avocats d'affaires restent dans le giron du petit cercle des gens des beaux quartiers. L'arbitraire des lois et du droit est essentiel au maintien de l'ordre social », soulignent Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot qui décrivent les armes déployées. La timidité sociale en est une autre : « *Entrer chez Dior, lorsqu'on n'a rien à y faire, [...] c'est franchir la limite entre le profane et le sacré.* » La lecture de leur livre est un antidote à cette domination qui s'imisce jusque dans les corps et dans les têtes.

La Violence des riches. Chronique d'une immense casse sociale, de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, éd. Zones, 2013. ● MARION ROUSSET



LA BARRICADE

Charrettes renversées, pavés, meubles variés et barriques remplies de terre. La barricade est un dispositif qui a la faculté de se répandre

comme une traînée de poudre. En se multipliant, elle forme un réseau qui quadrille l'espace de la ville. En 1648, lors de la Fronde, « *il y eut dans paris plus de douze cents barricades en moins de deux heures* », raconte le cardinal de Retz. L'éditeur de La Fabrique et écrivain Éric Hazan propose une histoire documentée de cette invention parisienne, symbole de la Commune en 1871, qui aura duré trois siècles. Depuis la première apparition du mot, dans les *Commentaires* de Blaise de Monluc, chef de guerre qui commande les troupes royales au xvi^e siècle. À chaque époque, on retrouve des barricades « *dressées à une vitesse qui stupéfie les témoins* » par toute la population : hommes, femmes et même enfants. À Paris surtout, mais aussi à Lyon en 1831 et 1834, puis en Europe au printemps 1848. Le livre s'achève sur le xx^e siècle qui délaisse ce signal aux allures de scène de théâtre. Reste le blocage non plus des rues, mais des trains, des autoroutes, des systèmes informatiques... Une méthode qui a fait ses preuves !

La Barricade. Histoire d'un objet révolutionnaire, d'Éric Hazan, éd. Autrement.

● M.R.



ZONES À DÉFENDRE

Camille. Si vous avez l'occasion d'aller sur le site de Notre-Dame-des-Landes, vous rencontrerez probablement ces militants-habitants-

squatteurs de la Zone À Défendre qui s'opposent au projet du nouvel aéroport de Nantes. Si vous leur demandez leurs noms, ils s'appellent inmanquablement Camille, nom indifféremment masculin ou féminin, permettant de conserver l'anonymat à l'égard des forces répressives tout en affichant une expression collective. C'est sous ce nom que divers auteurs ont choisi de recenser quelques projets publics dont l'utilité peut être largement questionnée. Centrales nucléaires de nouvelle génération, aéroport du Grand Ouest, voies TGV, autoroutes, contournements routiers, incinérateurs, tours de prestige, élevages intensifs... À chaque fois le même scénario : des élus « visionnaires » passablement mégalomanes désirant laisser leur trace dans l'histoire. Ces projets sont presque toujours adossés à des partenariats avec le secteur privé et grassement subventionnés par des fonds publics. Pour que la société privée d'exploitation obtienne le rendement à deux chiffres tant espéré, ces projets exigent toujours plus de trafics, de consommation et de pollutions... À l'exact opposé des proclamations des mêmes politiques sur le développement durable. À chaque

fois, ce sont de nouvelles terres agricoles qui font les frais de cette frénésie. La Planète est à défendre. Les Camille s'y emploient en créant deux, trois... de nombreuses Zones À Défendre qui permettent de contester cette logique mortifère de l'indispensable croissance créatrice d'emplois.

Le Petit livre noir des grands projets inutiles, de Camille, éd. Le Passager clandestin.

● BENOIT BORRITS



UN NOUVEL ÉTAT SOCIAL

« L'individu représente une formidable opportunité pour les partis de gauche, à condition qu'ils sachent définir

une politique de l'individu émancipatrice, acquise à la finalité du welfare state, dirigée vers l'épanouissement individuel et collectif », estime la philosophe Fabienne Brugère. Son ouvrage apporte une pierre à l'édifice d'un nouvel État social encore à construire. Il s'appuie sur le diagnostic d'une société individualiste qui ne serait plus à faire, n'en déplaise au sociologue Bernard Lahire. Interviewé dans le cadre de l'enquête intellectuelle sur les « nouveaux individualistes » (Regards, automne 2013), ce dernier jugeait ce type d'affirmations peu fondé scientifiquement... L'auteure, qui avait participé en 2010 à une table ronde au PS sur la transcription politique de l'éthique du care,

poursuit sa réflexion sous un angle plus large. *« L'État social doit faire l'objet d'une redéfinition s'il veut continuer à agir et à porter. Soutenir les individus, c'est, à travers la puissance publique, construire leur épanouissement, leur activité – et pas seulement leur insertion dans la société ou dans le monde du travail. »* L'avenir ne serait pas à chercher du côté de la décroissance et de l'écologie, mais plutôt du bien-être. Il s'agirait donc d'inventer une autre façon de faire monde commun. Comment ? En bâtissant une société qui reconnaisse chacun comme un individu et protège tout le monde dans sa vulnérabilité potentielle. Ainsi serait-il possible de penser une politique de l'individu sans tomber dans l'« individualisme négatif » du chacun pour soi. Reste que Fabienne Brugère balaie un peu vite l'histoire d'une gauche qui, pendant des années, a condamné moralement l'individu : pointer la pensée marxiste du doigt sans autres explications s'avère discutable au regard des travaux d'un philosophe comme Lucien Sève sur la question.

La Politique de l'individu, de Fabienne Brugère, éd. Seuil. ● M.R.



Leila Chaibi

La lutte des places

Normalisation », « notabilisation », « professionnalisation ». Des noms d'oiseaux en « tion » décidément de saison pour expliquer les mésaventures

politiques internes à Europe Écologie-Les Verts. Dans l'autre gauche, celle qui a pour point commun avec EELV de vouloir faire de la « politique autrement », nous sommes loin d'être à l'abri de ce phénomène.

Certains, en effet, envisagent la politique comme une carrière chez Microsoft. On démarre secrétaire départemental de son parti comme on pourrait être stagiaire au service comptabilité. Puis on brigue un premier mandat électoral. On l'obtient, et on devient conseiller municipal, un peu comme on serait promu agent commercial. Et si en cours de mandat, une échéance électorale de plus haut niveau survient, on tente le coup, à la manière dont on passerait un entretien interne pour accéder au grade de directeur marketing. Député étant le must de la carrière, le statut qui permettra peut-être, in fine, d'être nommé ministre. Mais à la différence du cadre de Microsoft, l' élu de la République dépend du suffrage universel. Et l'électeur n'a pas l'esprit « corporate ». Pas sûr qu'il se déplace longtemps pour voter pour quelqu'un

qui a de fortes chances de le lâcher en cours de mandat, attiré par d'autres cieux électoraux (plus lucratifs).

Il y a ceux, aussi, qui pensent leur mandat d' élu comme un CDD éternellement reconductible. Les fameux « sortants à reconduire » qui à chaque fin de mandature proclament comme une évidence le renouvellement de leur fonction. Certains ont été élus à la sortie de la fac. Jeunes pousses talentueuses, repérées par leurs aînés, ces « nouvelles têtes » ont soufflé un vent de fraîcheur lors de leur première candidature. Un premier mandat, puis deux, puis trois. Et à 35 ans, vient le moment du bilan de compétences. Que savent-ils faire ? Être élus. Alors rebelote, nouvelle candidature, nouveau mandat.

Alors finalement, pour tous ceux qui se rêvent en professionnels de la politique, Pôle Emploi pourrait créer fiche métier « élu » sur laquelle il serait inscrit : « Exclusivement en CDD – reconduction limitée – délai de carence obligatoire entre deux missions. » ●

CHAQUE JOUR + CHAQUE MOIS + CHAQUE SAISON
REGARDS.FR + E-MENSUEL + TRIMESTRIEL
ABONNEZ-VOUS

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris

PRÉNOM :

NOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

TÉLÉPHONE :

EMAIL :

60 € : Les 4 magazines + les 11 e-mensuels
+ l'accès aux espaces réservés aux abonnés sur regards.fr
(archives+dossier...)

Choisissez votre tarif

☐ 40€ tarif étudiants-chômeurs

☐ 60€

☐ Abonnement de soutien

montant à préciser : €

Choisissez votre rythme

☐ en une fois

☐ par trimestre

☐ par mois

Choisissez votre moyen

de paiement

☐ par chèque

☐ par carte bancaire

(remplir le bulletin
ci-dessous)

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend avec le créancier.		N° national d'émetteur 484326	
VOS NOM, PRÉNOM ET ADRESSE		Nom et adresse du créancier LES ÉDITIONS REGARDS 5 Villa des Pyrénées 75020 Paris	
COMPTE À DÉBITER		Nom et adresse de votre banque ou de votre centre CCP	
Code d'établissement	Code guichet	Numéro de compte	CLÉ RIB
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Date	Signature		JOINDRE UN RIB OU UN RIP

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris
Téléphone : 09 81 02 04 96

**Élections
à Brignoles,
faut-il mobiliser
le «Front républicain»
contre le FN ?**

[lire sur regards.fr](http://regards.fr)

**Jean-Luc
Mélenchon,
les municipales
et l'avenir
du Front
de gauche**

[lu sur regards.fr](http://regards.fr)

**Le départ
de Noël Mamère
scelle
la normalisation
d'EELV**

[lu sur regards.fr](http://regards.fr)

**et la suite sur
regards.fr**